

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière
- Bruxelles, 11 et 12 juillet 2002**¹

I. Ouverture de la session

1. À l'ouverture de la session, le président, au nom de la Convention, a félicité Mme Palacio pour sa nomination au poste de ministre des affaires étrangères et M. Zaplana pour sa nomination au poste de ministre des affaires sociales, au sein du gouvernement espagnol. Il a souhaité la bienvenue à trois nouveaux membres de la Convention, MM. Lequiller, Carey et Floch.
2. Le président a indiqué à la Convention que la session de juillet marquait la fin de la phase d'écoute et le début de la phase d'examen. Les six premiers groupes de travail ont entrepris d'examiner les questions soulevées lors des premières sessions plénières et doivent élaborer des recommandations ou des options que la Convention examinera dans le courant de l'automne. Ils ont bien progressé même si le nombre de participants à ces groupes de travail est parfois décevant. Le Praesidium a estimé que quatre autres groupes de travail devraient être créés. Pour ce qui est de la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, le Praesidium a marqué d'accord sur un projet de mandat (diffusé dans le document CONV 179/02) couvrant les questions les plus importantes soulevées au cours de la session plénière du mois de mai. Le Praesidium a estimé que pour examiner certaines des questions soulevées lors des discussions plénières à propos des instruments, il conviendrait de mettre sur pied un groupe de travail sur la simplification des procédures législatives. Le Praesidium a également considéré que des groupes de travail seront nécessaires dans les domaines de la politique étrangère et de la politique de défense. Les mandats de ces groupes seront élaborés à la lumière des travaux de la session plénière et diffusés une fois que le Praesidium aura eu l'occasion de réfléchir à ces discussions. Les membres de la Convention seront invités à

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante :
<http://european-convention.eu.int>.

s'inscrire à l'un ou l'autre de ces quatre nouveaux groupes dès que leurs mandats auront été établis. Ces groupes entameraient leurs travaux en septembre, avec l'objectif de présenter leurs options en octobre ou novembre. La Convention disposera alors de dix éléments de construction très utiles pour la troisième phase de son travail, à savoir l'examen des propositions de textes à caractère juridique.

3. Le président a présenté à la Convention le programme pour l'automne. D'abord, le Praesidium envisage, pour la session des 12 et 13 septembre, un débat sur la simplification des procédures législatives, en prenant comme référence un document qui sera élaboré par le secrétariat avant l'été, afin que le nouveau groupe de travail dispose d'une bonne base de travail. Ensuite, le groupe " subsidiarité " devrait avoir terminé son rapport pour la session plénière des 3 et 4 octobre. Enfin, la Convention devrait recevoir à la mi-octobre les rapports de deux groupes : d'une part, de celui qui s'est penché sur la personnalité juridique de l'Union et, d'autre part, de celui qui a traité de la charte (tous deux auront un poids particulier sur l'architecture du futur traité). Ces informations permettraient au Praesidium de présenter à la Convention, fin octobre, des propositions pour un premier canevas de traité. Ce canevas constituerait la structure dans laquelle viendront s'insérer les autres éléments de construction qui émergeront des autres groupes de travail, pour autant qu'ils aient obtenu l'approbation de la Convention. Une nouvelle version du traité, substantiellement étoffée, serait prête en décembre ou janvier et servirait de base à la troisième phase des travaux de la Convention (la phase de négociation).

II. L'action extérieure de l'UE : débat général

4. Le président a amorcé le débat sur l'action extérieure de l'UE en évoquant le document de réflexion élaboré par le secrétariat de la Convention (CONV 161/02).
5. Les membres de la Convention sont convenus qu'il importe que l'UE joue un rôle renforcé et efficace sur la scène internationale. Nombreux sont ceux qui pensent que, dans ce domaine, les résultats de l'UE n'ont pas répondu aux attentes, eu égard notamment à son poids économique et financier. Plusieurs membres ont souligné que les défis de la mondialisation font qu'il est d'autant plus important que l'Union assume ce rôle. Seule une Union forte et unie pourrait influencer l'évolution de la situation au plan international et protéger efficacement les intérêts européens.

6. De nombreux membres ont souligné que les valeurs qui sont au cœur de l'Union sont autant d'arguments qui plaident en faveur d'un rôle plus large de l'Union sur la scène internationale, et que ces valeurs devraient sous-tendre et alimenter les actions extérieures de l'Union. Plusieurs membres ont également mentionné la nécessité de respecter les principes de la Charte des Nations unies.

Une politique unique ou commune ?

7. Plusieurs membres ont estimé que la politique étrangère et de sécurité, de par sa nature intergouvernementale, n'avait pas pu donner de résultats tangibles. La méthode communautaire a bien fonctionné pour d'autres aspects des relations extérieures. L'efficacité de la politique étrangère de l'UE se trouverait renforcée si l'on élargissait la capacité de la Commission de définir des actions communes et de se poser en gardienne de l'intérêt commun dans ce domaine.
8. D'autres ont attiré l'attention sur la spécificité de la politique étrangère, de nature bien moins législative que bon nombre de politiques intérieures. Plusieurs membres ont mis en évidence la divergence des intérêts des États membres. Le lien étroit entre politique étrangère et souveraineté nationale appelle des modalités spécifiques. Bon nombre de lacunes de la politique étrangère et de sécurité commune sont davantage imputables à un manque de volonté politique qu'à une insuffisance d'instruments ou de procédures. L'objectif devrait rester celui de parvenir à une politique commune, et pas nécessairement à une politique unique. Plusieurs membres ont souligné le rôle important du Conseil européen pour la définition de la politique étrangère et de sécurité commune.

Une action extérieure cohérente

9. Tous les membres sont convenus qu'il importe d'utiliser convenablement et de façon coordonnée tous les instruments, économiques et politiques, si l'on veut que l'Union puisse exercer une influence sur la scène internationale. Un grand nombre d'intervenants ont estimé que les arrangements actuels constituent un obstacle à la mise en œuvre d'une approche cohérente et gênent la nécessaire coordination. Certains ont préconisé la suppression de la structure en piliers et recommandé que les deux fonctions de Haut représentant pour la PESC et de Commissaire aux relations extérieures soient attribuées à une seule personne ("double casquette"), qui serait un membre ou vice-président de la Commission. D'autres préféreraient que l'amélioration de la cohérence se fasse par le biais d'une réforme au sein de la Commission et du Conseil, et d'une meilleure coordination entre le HR et la Commission. Certains ont proposé que le HR et le Commissaire aux relations extérieures puissent présenter des initiatives conjointes couvrant tous les aspects de la politique/des actions extérieures. Un recours plus poussé aux stratégies communes et le perfectionnement de celles-ci ont également été mentionnés.

Une politique étrangère anticipatoire

10. Tous les membres de la Convention ont souligné qu'il importe que l'UE ait une politique étrangère dynamique, lui permettant de réagir rapidement aux événements internationaux. Un certain nombre d'intervenants ont fait remarquer que l'unanimité exigée pour la PESC limitait la capacité d'action de l'Union. Quand les États membres ne parviennent pas à s'entendre, l'absence d'une politique claire de l'Union crée un vide, que viennent alors combler des politiques étrangères nationales, différentes et parfois contradictoires. Certains ont ajouté que la règle de l'unanimité favorisait une politique dictée par la moins ambitieuse des positions et constituait un frein considérable à la procédure décisionnelle, alors même que des réactions rapides sont souvent requises.
11. Pour un certain nombre d'intervenants, la solution réside dans l'extension du VMQ au domaine de la PESC. Certains ont considéré que toutes les décisions relevant de la politique étrangère (à l'exclusion des questions de sécurité et de défense) devraient être arrêtées au VMQ, tandis que d'autres ont proposé, comme première étape, que des initiatives conjointes du HR et du Commissaire aux relations extérieures soient soumises au VMQ. Certains membres ont exprimé le souhait de voir maintenue la règle générale de l'unanimité et marqué leur préférence pour une amélioration des mécanismes conçus pour renforcer la convergence entre les États membres. La possibilité d'étendre le droit d'initiative au HR et une meilleure utilisation des évaluations conjointes en matière de politique générale ont été mentionnées en particulier. Pour plusieurs intervenants, le maintien de la règle générale de l'unanimité n'empêche pas l'application plus large du VMQ dans des cas particuliers, notamment lorsque l'on agit dans le cadre de stratégies communes ou, éventuellement, lorsqu'il s'agit de statuer sur des propositions présentées conjointement par le HR et la Commission. Parmi les autres suggestions faites pour sortir la PESC de son inertie figurent l'idée de "la coopération renforcée" ainsi qu'un recours plus large à "l'abstention constructive". Cela permettrait à une coalition de pays "déterminés à agir" de prendre une initiative au nom de l'UE, pour autant qu'aucun État membre ne s'oppose à cette initiative et que l'occasion soit laissée aux autres de s'y associer ultérieurement.
12. La question d'une politique étrangère anticipatoire a été mise en relation directe avec celle du financement de la PESC. Pour pouvoir agir vite, il faut disposer de ressources suffisantes, tant financières qu'humaines. Un certain nombre d'intervenants ont souligné la nécessité d'augmenter le budget de la PESC et d'en assouplir les procédures de financement. L'idée a aussi été émise d'une mise en commun des ressources diplomatiques dans les pays tiers, tout comme la possibilité d'attribuer au HR la responsabilité des activités de politique étrangère menées par les délégations extérieures.

Une représentation effective

13. Plusieurs membres ont demandé davantage de clarté au niveau de la représentation extérieure dans le domaine de la politique extérieure. Certains étaient d'avis qu'il fallait donner à l'Union le moyen de parler d'une seule voix, tandis que d'autres ont estimé que l'objectif le plus important était de faire en sorte de relayer un message unique. Un certain nombre d'intervenants ont considéré qu'une personnalité juridique unique simplifierait la représentation extérieure.

La question de la légitimité

14. Plusieurs intervenants ont signalé un déficit démocratique dans le deuxième pilier et ont demandé une participation accrue du Parlement européen, par exemple par le recours à la codécision. D'autres ont souligné que la légitimité démocratique émanait des parlements nationaux (notamment dans le cas d'un déploiement de la force militaire) et ont réclamé un meilleur contrôle et une plus grande responsabilité au niveau national.

La politique de défense et de sécurité

15. Plusieurs membres ont souligné qu'il importait que l'Union élabore une politique de sécurité et de défense efficace, ce qui suppose tout d'abord de veiller à se doter de capacités, tant militaires que civiles, suffisantes et appropriées. Certains ont fait valoir que l'action militaire de l'Union devrait se limiter au maintien de la paix et qu'elle devrait être tributaire de l'existence d'un mandat conféré par les Nations unies.
16. Certains membres ont considéré que la défense est un domaine qui incombe avant tout à l'OTAN et ils ont été plusieurs à souligner qu'il importait que la mise au point de la PESD se fasse en étroite consultation avec l'OTAN. Certains ont demandé que "la coopération renforcée" soit étendue au domaine de la sécurité et de la défense. Il a été suggéré qu'il fallait que la politique de sécurité et de défense évolue par paliers, afin que les capacités puissent être développées progressivement. Un certain nombre d'intervenants ont souligné la nécessité d'aborder la question de l'interopérabilité entre les forces armées nationales. Plusieurs intervenants ont appelé à une meilleure coordination des politiques de recherche, de développement et d'acquisition afin d'optimiser les ressources au niveau européen. Plusieurs personnes se sont déclarées favorables à la création d'une agence européenne des armements et certains ont estimé qu'il fallait revoir et modifier l'article 296 du traité de manière à ce que l'industrie de l'armement relève elle aussi du traité.
17. Un certain nombre de membres ont souligné qu'il fallait maintenir le principe de l'unanimité pour les décisions relatives à la sécurité et à la défense, compte tenu de leur sensibilité, et que la surveillance dans ce domaine devait être essentiellement du ressort des parlements nationaux.

II Rapport établi par la Convention des jeunes

1. Le Président de la Convention des jeunes, M. Filibeck, et les deux Vice-Présidentes, Mlles Tedesco-Tricas et Norby, ont présenté le texte adopté le matin même par la Convention des Jeunes réunie à Bruxelles depuis le 10 juillet. Dans leurs interventions, les représentants des jeunes ont notamment souligné l'importance d'une consultation et d'une implication directe des jeunes dans le processus européen. Ils ont également indiqué que le texte adopté appelait à une clarification des compétences, à un renforcement des institutions européennes et qu'une majorité des jeunes avait également souhaité que l'Europe s'oriente vers une architecture de type fédéral. En conclusion, le Président de la Convention des Jeunes a appelé à maintenir l'élan et souhaité la convocation d'une seconde session de cette Convention des jeunes afin de pouvoir poursuivre les discussions et approfondir le travail réalisé.

Au cours du débat qui a suivi cette présentation, plusieurs Conventionnels ont salué le travail réalisé par les jeunes et se sont réjouis du contenu de la déclaration adoptée. Certains ont également souhaité que les contacts avec les jeunes se poursuivent.

Un jeune Conventionnel a fait état d'une prise de position signée par un nombre significatif de participants de la Convention des jeunes critiquant les méthodes de travail ainsi que les résultats obtenus.

En conclusion, le Vice-Président Dehaene a partagé l'objectif de conserver l'élan obtenu par la tenue de cette Convention des jeunes et, à cette fin, a indiqué les trois modalités suivantes:

- invitation du Président de la Convention des jeunes et des deux Vice-Présidentes à assister dorénavant aux sessions plénières de la Convention européenne afin de leur permettre d'en rendre compte à l'ensemble des participants de la Convention des jeunes ;
- maintien en activité du site internet (youth-convention.net) afin de favoriser une poursuite du débat entre jeunes et disposer d'un outil de communication avec eux ;
- invitation adressée à chaque composante (délégations nationales, Parlement européen, Commission, Présidence) afin qu'elle conserve un contact étroit avec les jeunes qu'elle a désignés, les tienne régulièrement informés des progrès réalisés et qu'elle recueille leurs appréciations et propositions.

III Proposition de certains membres de la Convention en matière de procédure

19. Le président a évoqué la proposition présentée par certains membres de la Convention, selon laquelle la Commission devrait être invitée à élaborer un projet de texte de traité constitutionnel. Le président a fait observer que cette proposition avait été examinée par le Praesidium et rejetée à l'unanimité étant donné qu'elle donnerait à entendre que la Convention cherche à se soustraire à ses responsabilités. Il a évoqué l'autre approche qu'il avait présentée à l'ouverture de la session, dont il espère qu'elle répondra aux préoccupations de ceux qui ont présenté la proposition.

 20. Mme Berger, qui avait transmis la proposition au Praesidium, a indiqué qu'elle était parfaitement satisfaite de la façon dont la question avait été traitée et elle a confirmé que cette proposition avait été retirée.
-

Liste des orateurs suivant l'ordre des interventions

Session plénière des 11 et 12 juillet 2002

LISTE DES ORATEURS

Jeudi 11 juillet

L'action extérieure de l'UE : débat général

1. Mme Ana PALACIO - Espagne (Gouvernement)
2. M. Elmar BROK - Parlement européen
3. M. Êrnani LOPES - Portugal (Gouvernement)
4. M. Frans TIMMERMANS - Pays-Bas (Parlement)
5. Mme Hildegard PUWAK - Roumanie (Gouvernement)
6. M. Michel BARNIER - Commission
7. M. Bobby McDONAGH - Irlande (Gouvernement)
8. M. Antonio TAJANI - Parlement européen
9. M. Michael ATTALIDES - Chypre (Gouvernement)
10. M. Alojz PETERLE - Slovénie (Parlement)
11. M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)
12. M. Jens Peter BONDE - Parlement européen
13. M. Louis MICHEL - Belgique (Gouvernement)
14. M. Olivier DUHAMEL - Parlement européen
15. M. Peter HAIN - Royaume-Uni (Gouvernement)
16. M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)

Cartons bleus: Duff, Hain, Haenel, Berès, Hain

17. M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)

Cartons bleus: Hain, Voggenhuber, Barnier

18. M. Henning CHRISTOPHERSEN - Danemark (Gouvernement)
19. M. George KATIFORIS - Grèce (Gouvernement)
20. M. Pavol HAMZIK - Slovaquie (Parlement)
21. M. Peter GLOTZ - Allemagne (Gouvernement)
22. M. John BRUTON - Irlande (Parlement)

Cartons bleus: Stuart, Maij-Weggen, Belohorská

23. M. Alejandro MUÑOZ ALONSO - Espagne (Parlement)
24. M. Matjaz NAHTIGAL - Slovénie (Gouvernement)
25. M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)
26. M. Gianfranco FINI - Italie (Gouvernement)
27. Mme Ayfer YILMAZ - Turquie (Parlement)
28. M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
29. Lord MACLENNAN - Royaume-Uni (Parlement)
30. M. Roberts ZILE - Lettonie (Gouvernement)
31. M. Andrew DUFF - Parlement européen
32. M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)
33. M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)

Cartons bleus: Hain, Barnier

34. Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
35. M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)
36. Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
37. M. Rytis MARTIKONIS - Lituanie (Gouvernement)
38. Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
39. M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
40. M. Peter SKAARUP - Danemark (Parlement)
41. Mme Androula VASSILIOU - Chypre (Parlement)
42. M. Dam KRISTENSEN - Danemark (Parlement)
43. M. Josep BORRELL FONTELLES - Espagne (Parlement)
44. M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
45. M. Juraj MIGAS - Slovaquie (Gouvernement)
46. M. Marco FOLLINI - Italie (Parlement)
47. M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
48. M. Alvydas MEDALINSKAS - Lituanie (Parlement)
49. Mme Lena HJELM-WALLEN - Suède (Gouvernement)
50. M. Reinhard BÖSCH - Autriche (Parlement)
51. M. Mesut YILMAZ - Turquie (Gouvernement)
52. M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
53. M. Péter BALÁZS - Hongrie (Gouvernement)
54. M. Jozef OLEKSY - Pologne (Parlement)

55. M. Carlos CARNERO GONZÁLEZ - Parlement européen
 56. M. Pierre MOSCOVICI - France (Gouvernement)
 57. M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
 58. M. István SZENT-IVÁNYI - Hongrie (Parlement)
-

Vendredi 12 juillet

Présentation du rapport établi par la Convention des jeunes

1. M. Giacomo FILIBECK, Président de la Convention des jeunes
 2. Mme Ellen NØRBY, Vice Présidente, Convention des jeunes
 3. Mme Roberta TEDESCO TRICCAS, Vice Présidente, Convention des jeunes
 4. Mme Helle THORNING-SCHMIDT - Parlement européen
- Cartons bleus: Duhamel, Dobbyn (Convention des jeunes), Duff, Skaarup, Bonde, Juri (Convention des jeunes), Derosier (Convention des jeunes), Brok, Witherick (Convention des jeunes), Maij-Weggen, Thorning-Schmidt*

Poursuite du débat sur l'action extérieure de l'UE (défense)

1. M. René van der LINDEN - Pays-Bas (Parlement)
 2. M. Gunter PLEUGER - Allemagne (Gouvernement)
 3. M. Antonio VITORINO - Commission
 4. Mme Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
 5. Baroness SCOTLAND - Royaume-Uni (Gouvernement)
 6. M. Esko SEPPÄNEN - Parlement européen
 7. Mme Danuta HÜBNER - Pologne (Gouvernement)
 8. M. Michael FRENDÓ - Malte (Parlement)
- Cartons bleus: Duff, Fini, Einem, Vitorino*
9. Mme Gisela STUART - Royaume-Uni
 10. M. Diego LÓPEZ GARRIDO - Espagne (Parlement)
 11. Mme Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
 12. M. Jacques SANTER - Luxembourg (Gouvernement)
 13. M. Valdo SPINI - Italie (Parlement)

14. M. Kenneth KVIST - Suède (Parlement)
15. M. William ABITBOL - Parlement européen
16. M. Jan KOHOUT – République tchèque (Gouvernement)
17. M. Edvins INKENS - Lettonie (Parlement)
18. M. Alvydas MEDALINSKAS - Lituanie (Parlement)
19. M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
20. M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)

Proposition de certains membres de la Convention en matière de procédure

Mme Maria BERGER - Parlement européen

Cartons bleus: De Rossa, Kiljunen, MacCormick, Hallengren, Einem
